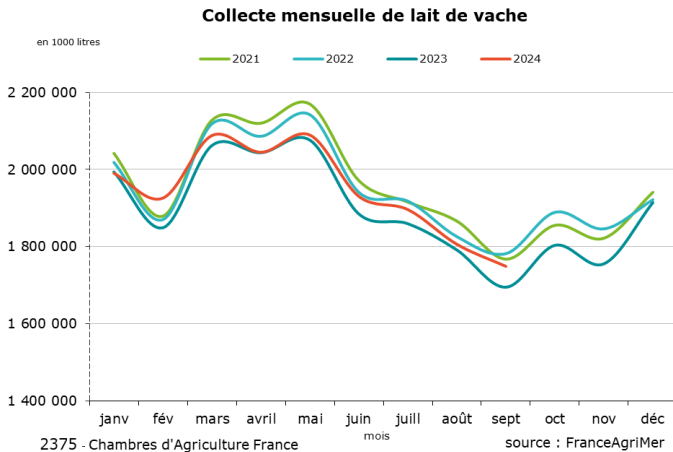


### FRANCE

## Collecte : rattrapage grâce aux bonnes conditions climatiques



En septembre 2024, la collecte nationale (lait conventionnel et bio confondus) s'établit à 1,7 milliards de litres, en nette progression par rapport à l'année dernière (+3,2 %) et stable par rapport à la moyenne triennale.

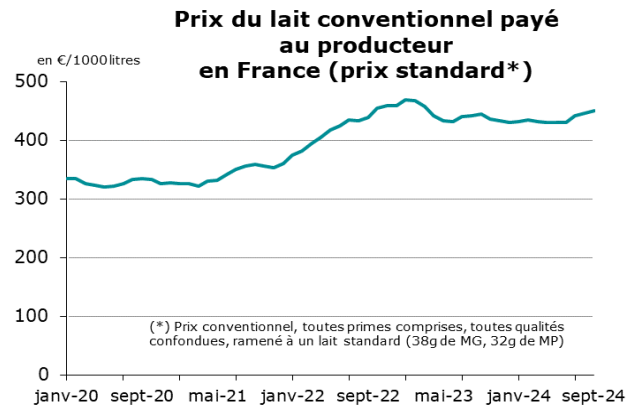
Sur les neuf premiers mois de l'année 2024, 17,5 milliards de litres de lait ont été collectés, un niveau proche de celui des trois dernières années. L'année 2024 s'est caractérisée par une pluviométrie importante jusqu'ici, qui a pu permettre aux éleveurs de s'appuyer sur le pâturage, y compris pendant la période estivale, et de bénéficier d'une bonne reprise de la pousse de l'herbe à l'automne. Après une collecte 2023 historiquement basse, les volumes reprennent donc quelques couleurs sous une météo moins défavorable que lors d'autres campagnes, malgré la poursuite de la baisse du nombre d'éleveurs (ils ne sont plus que 41 500 en septembre selon FranceAgriMer, soit 3,7 % de moins sur un an). Néanmoins, la situation sanitaire (fièvre catarrhale ovine, maladie hémorragique épizootique) pourrait mettre à mal cette tendance.

Marine RAFFRAY (CDA France)

## Le prix du lait repart à la hausse

En septembre 2024, le prix du lait conventionnel payé au producteur s'élève à 450,40 EUR/1000 litres (prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard). Après un début d'année en-dessous des niveaux de 2023, il repart à la hausse sur un an depuis deux mois (+1,4 % en septembre par rapport à septembre 2023). Le contexte de tension sur l'offre de lait européenne et, au niveau mondial, sur le beurre, tire les prix vers le haut.

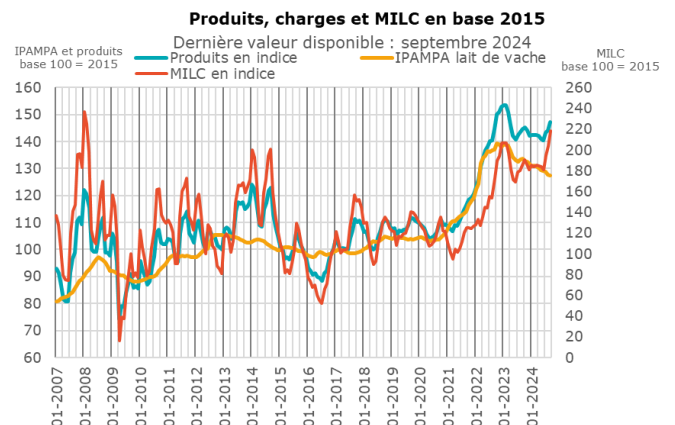
Marine RAFFRAY (CDA France)



## Une marge favorisée par le repli des charges

Avec 178 €/1000 litres (219 points en base 100 de 2015) la marge Ipampa sur coût indicé, calculée par l'Idèle, se situe en septembre 2024 à son plus haut niveau depuis 2008. Ceci est le résultat d'une progression du produit généré par la vente de lait, et d'un maintien du produit de la vente d'animaux à un bon niveau, alors que dans le même temps les charges se replient. C'est d'ailleurs le principal facteur d'amélioration de la marge des producteurs de lait sur ces derniers mois. Le poste carburant est effectivement en baisse de -28 % sur un an, et l'alimentation du bétail reflue avec le repli des cours des matières premières : -7 % pour les aliments à base de céréales, -12,5 % pour les tourteaux,

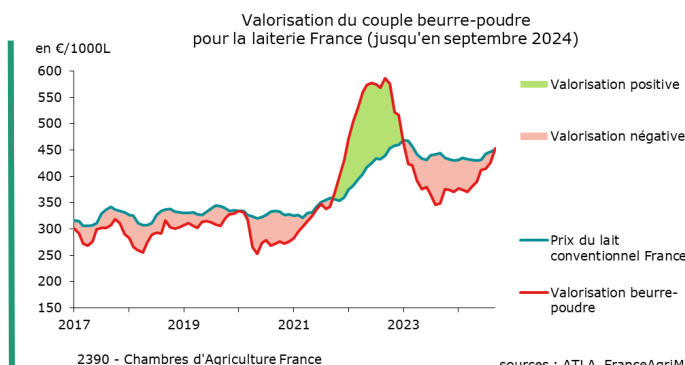
Marine RAFFRAY (CDA France)



## ■ Valorisation beurre-poudre

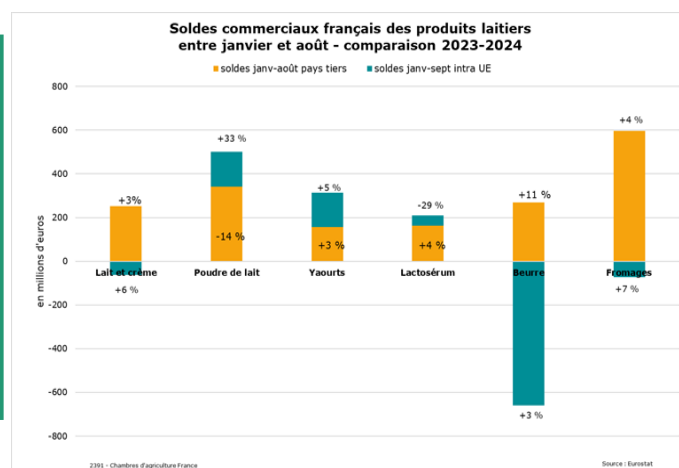
Le mois de septembre a vu la valorisation du couple beurre-poudre par rapport au lait repasser dans le positif pour la première fois depuis janvier 2023. Ce revirement résulte de la remontée des cotations du beurre, qui a dépassé la barre des 6000 EUR/t depuis l'été.

**Marine RAFFRAY (CDA France)**



## ■ Commerce extérieur : les échanges s'inscrivent dans la continuité

L'évolution des échanges français de produits laitiers sur un an, en cumul sur 8 et 9 mois, est plutôt favorable, que ce soit sur l'UE et sur les pays tiers. Le solde commercial s'améliore sur tous les produits laitiers, à l'exception de la poudre de lait, puisque l'excédent recule de 14% sur les pays tiers, et sur le lactosérum, en perte de vitesse de 29% cette fois sur l'UE. Partout ailleurs, les excédents progressent, parfois sensiblement, comme le montre le beurre, dont le solde s'accroît de 11%. La France étant structurellement déficitaire en beurre, puisqu'elle est le premier consommateur mondial de cette matière grasse, le déficit retiré des flux commerciaux avec ses partenaires de l'UE s'accroît de 3%, et dépasse le seuil des 600 millions d'€. En fromages, point fort du secteur des produits laitiers, l'excédent progresse autant sur les pays tiers que sur l'UE. Sur les 9 mois de l'année 2024, l'ensemble du poste produits laitiers voit son excédent progresser de près de 10%, à 2,9 milliards d'€. Une évolution qui mérite d'être signalée, dans la mesure où le secteur agricole et alimentaire voit, depuis le début de l'année, son excédent afficher une contraction de 18% par rapport à 2023.



**Thierry POUCH (CDA France)**

## ■ Fabrications : bilan contrasté

Les productions industrielles ont repris le chemin de la hausse, notamment en poudres de lait, fromages et spécialités fromagères. C'est pourquoi l'on constate une progression des échanges extérieurs dans ces deux produits. En revanche, la production de beurre et de lait conditionné est en repli sur un an. Bien qu'elle reprenne de la vigueur, la collecte de lait ayant été insuffisante en France, l'offre de beurre n'a pas été forcément privilégiée par les industriels, comportement participant de l'envolée du prix du beurre dans le monde et qui s'est répercutée sur le prix au consommateur. Depuis 2022, la tendance est baissière dans la production de beurre. En revanche, en fromages et spécialités fromagères, la progression de 1,4% sur 9 mois s'inscrit dans une tendance triennale bien orientée. En crème, la production reste stable sur la période.

### Fabrications françaises de produits laitiers à partir de lait de vache

	Septembre 2024	Cumul annuel 2024	
	Volumes (tonnes)	Volumes (tonnes)	Evolution 23/24 en %
<b>Lait conditionné</b>	209 669	2 055 744	-1,9
<b>Beurre</b>	26 559	294 088	-1,4
<b>Poudres de Lait</b>	34 429	376 631	2,9
<b>Fromages et spécialités fromagères</b>	142 767	1 325 168	1,4
<b>Crème</b>	41 171	391 600	-0,2

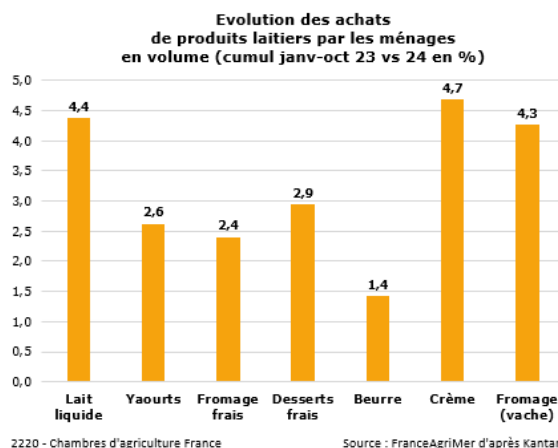
Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière/SSP

**Thierry POUCH (CDA France)**

## ■ Consommation

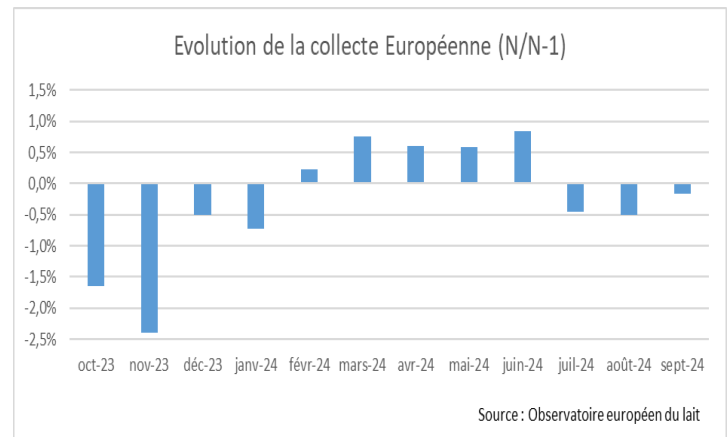
La consommation de produits laitiers par les ménages pour le domicile connaît un beau rebond sur les 10 premiers mois de 2024. En cumul annuel, toutes les catégories de produits connaissent des hausses d'achats. Sur le lait liquide, on notera que les laits longue conservation portent à eux seuls la croissance des achats, qui restent en repli sur le frais (-4,3 %).

**Marine RAFFRAY (CDA France)**



## Collecte : la FCO impacte la collecte européenne

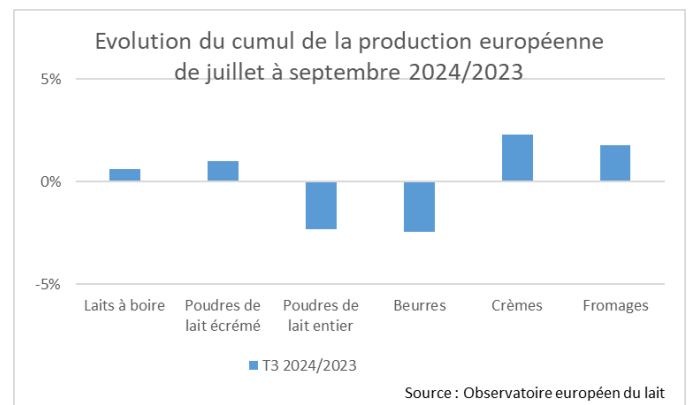
Après une période de croissance au printemps, la collecte européenne est en recul cet été, jusqu'à atteindre -0,5 % en août 2024/2023. Cela est notamment dû au décrochage de la collecte allemande. Celle-ci connaît une baisse annuelle de 1,2 % sur le 3e trimestre. Ce recul est principalement lié à la présence de la FCO sur les territoires à forte densité laitière situé au nord-est du pays. La Belgique et les Pays-Bas sont aussi touchés par l'épizootie. Pour ces derniers, la FCO a aggravé le recul de la collecte (jusqu'à -3,9 % en août 2024/2023), mais la dynamique de la production néerlandaise est baissière depuis l'été 2023. La chute brutale du prix cette année-là, associée aux pressions environnementales, a impacté durablement la production du pays. Même constat du côté de l'Irlande, touchée par ailleurs par des mauvaises conditions climatiques l'hiver dernier. En septembre 2024, la collecte irlandaise repart enfin à la hausse, mettant fin à 18 mois de recul consécutif. Portée par la Pologne et les pays du sud du continent, la collecte européenne est quasi stable en cumul depuis le début de l'année (+0,1 %/2023).



Olivier CARVIN (CA Bretagne)

## Une évolution des fabrications laitières contrastée

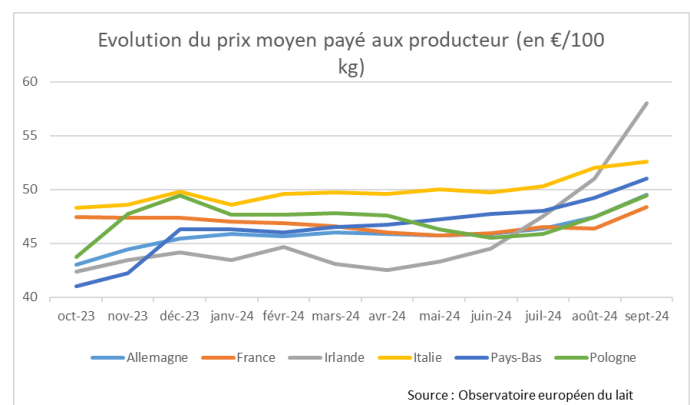
Malgré une légère hausse de la collecte en cumul depuis le début de l'année, les fabrications de poudres grasses et de beurres sont en fort recul. Le décrochage des collectes néerlandaise et irlandaise explique cela. En effet, la baisse des fabrications irlandaise et néerlandaise de beurre atteint respectivement 6,7 % et 7,0 % sur le 3e trimestre 2024 par rapport à 2023. La fabrication de crèmes continue d'avoir le vent en poupe depuis deux ans. Cela est notamment dû à la forte hausse des fabrications espagnoles : +20,5 %/2023 en cumul depuis le début de l'année. A noter qu'en 2023 la production espagnole de crèmes était déjà en hausse de plus de 25 % par rapport à 2022. Côté fromages, leur bonne valorisation sur les marchés (la cotation du cheddar est en hausse de 10 %/2023 en octobre) soutient les fabrications. Celles-ci augmentent de 1,8 % sur le 3e trimestre et la hausse des fabrications concernent tous les principaux producteurs (Allemagne : +2,2 % ; France : +1,7 % ; Italie : +1,2 %).



Olivier CARVIN (CA Bretagne)

## Le beurre tire les prix vers le haut

En Europe, le cours du beurre est en progression depuis un an et atteint des niveaux record. En octobre 2024, la cotation du beurre en UE est à 7 780 €/tonne soit une hausse de 65 %/2023. La progression du cours du beurre est particulièrement importante cet automne, en raison d'une faible disponibilité consécutive à la FCO qui touche des zones de production importantes de beurre. En revanche, le cours de la poudre maigre ne décolle toujours pas en raison d'une demande internationale toujours morne depuis la fin de la crise du Covid-19. Cependant, après un semestre de stabilité, les prix à la production sont tirés vers le haut par le cours du beurre depuis cet été. C'est particulièrement le cas en Irlande, le prix ayant augmenté de 18 % entre juillet et septembre. La hausse est aussi importante pour les Pays-Bas et l'Allemagne (respectivement +6,4 % et +5,9 % entre juillet et septembre). En Italie et en France, les hausses sont plus modérées, les prix y étant moins liés aux variations du cours du beurre.



Olivier Carvin (CA Bretagne)

## Collecte des principaux exportateurs : baisse avec des variations régionales marquées

En 2024, la collecte totale des principaux pays exportateurs de lait devrait enregistrer un léger recul de 0,1 %, atteignant 288,9 millions de tonnes. Ce léger déclin témoigne d'une stabilité générale de la collecte mondiale, malgré des variations marquées selon les régions. L'Argentine devrait connaître une baisse significative de sa production, estimée à 7,4 % par rapport à 2023, et ce en raison de la crise économique qu'elle traverse. La dépréciation du peso et l'inflation exacerbent des coûts de production déjà élevés. Quant à l'Australie et aux États-Unis, leur production laitière devrait croître de 3,3 % et 0,2 % respectivement. Bien que la production de l'UE demeure stable, cette stabilité masque une amélioration du rendement, freinée toutefois par une réduction continue du cheptel, en raison de plusieurs facteurs, dont la baisse des prix du lait et des coûts de production élevés.

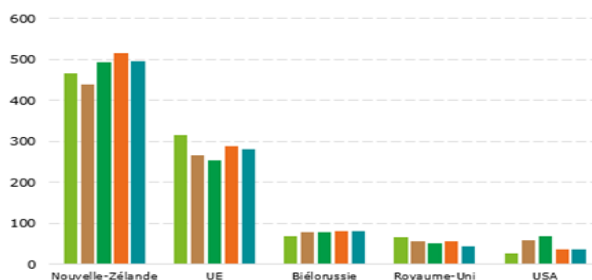
Zeineb Cherif (CDA France)

Collecte de lait de vache en millions de tonnes	2022	2023	2024 (prévisions)*	Evolution 2023/2024
Argentine	11,9	11,7	10,8	-7,4%
Australie	8,5	8,5	8,8	3,3%
<b>Union Européenne</b>	<b>144,4</b>	<b>145,2</b>	<b>145,3</b>	<b>0,1%</b>
Nouvelle-Zélande	21,1	21,2	21,1	-0,7%
États-Unis	102,7	102,7	102,9	0,2%
<b>Total des principaux exportateurs</b>	<b>288,6</b>	<b>289,3</b>	<b>288,9</b>	<b>-0,1%</b>

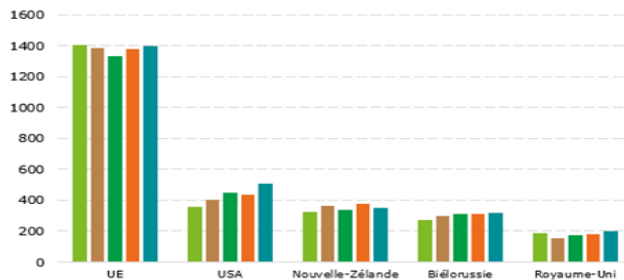
Source : USDA-Foreign Agricultural Service, \*prévisions de juillet

## Echanges mondiaux : exportations relativement dynamiques grâce à une consommation intérieure stable

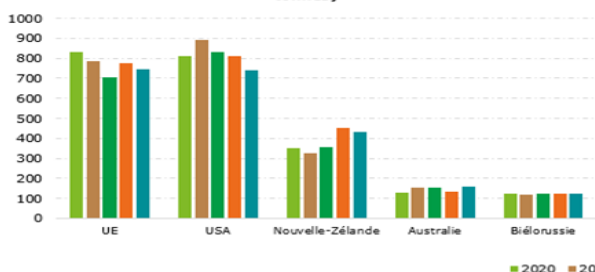
Exportations de beurre (en milliers de tonnes)



Exportations Fromage (en milliers de tonnes)

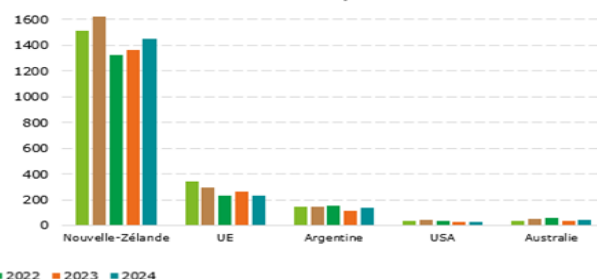


Exportations de Lait écrémé en poudre (en milliers de tonnes)



Chambre d'Agriculture France

Exportations de poudre de lait entier(en milliers de tonnes)



Source : USDA- Foreign Agricultural Service

Les principaux exportateurs de **fromage** devraient connaître une augmentation de leurs ventes pour la deuxième année consécutive, avec une hausse globale de 5 % prévue en 2024. En Australie, cette progression pourrait atteindre 35 %, grâce à des investissements technologiques ayant stimulé la production. L'Union européenne, de son côté, anticiperait une hausse modérée de 1 %, soutenue par une forte demande nationale et internationale pour les fromages à pâte dure. À l'inverse, la Nouvelle-Zélande devrait enregistrer une baisse de 6 % en raison d'une production insuffisante. Quant aux États-Unis, 2024 pourrait marquer un record historique dans ce domaine.

En ce qui concerne le **beurre**, les tendances sont moins favorables, avec une baisse globale des exportations estimée à 4 %. L'Union européenne reflète cette dynamique, affichant un recul de 3 % dû à une baisse de production et à une concurrence accrue. À l'opposé, la Chine devrait voir ses importations de beurre croître de 10 %, soutenues par une consommation intérieure en plein essor, ce qui profitera particulièrement à la Nouvelle-Zélande.

Pour le **lait en poudre écrémé**, les perspectives montrent une diminution de 4 % des exportations mondiales en 2024.

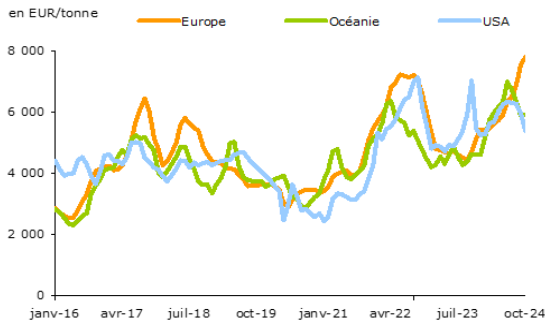
Cette tendance résulte notamment du recul des exportations européennes (-4 %), conséquence d'une réorientation vers la production de fromage, et de la baisse observée aux États-Unis (-8 %) en raison d'une demande affaiblie en Asie du Sud. En revanche, l'Australie devrait se démarquer avec une augmentation significative de 20 %, soutenue par une forte demande en Chine et en Asie du Sud-Est.

Enfin, les exportations de **lait en poudre entier** devraient progresser de 5 % en 2024 après deux années de stabilité. Parmi les principaux exportateurs, seule l'Union européenne verra ses parts de marché diminuer, conséquence d'une stratégie axée sur des produits à plus forte valeur ajoutée. À l'inverse, la Nouvelle-Zélande pourrait afficher une hausse de 6 %, portée par une demande mondiale dynamique, particulièrement en Asie du Sud-Est et aux Émirats arabes unis. Quant à la Chine, la production nationale de LPE devrait augmenter grâce à une meilleure production de lait cru, entraînant une réduction de ses importations en raison de stocks importants accumulés les années précédentes.

Zeineb Cherif (CDA France)

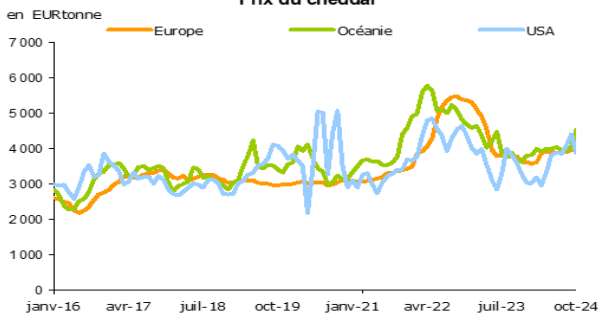
## Prix des produits laitiers

Prix du beurre



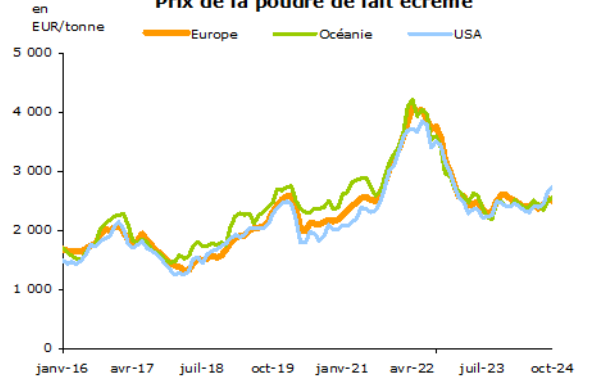
2383 - Chambres d'agriculture France sources : Commission européenne - USDA (Market news), CLAL

Prix du cheddar



2385 - Chambres d'agriculture - Etudes économiques sources : Commission européenne, USDA (Market news), CLAL

Prix de la poudre de lait écrémé



2384 - Chambres d'agriculture - Etudes économiques sources : Commission européenne et USDA (Market news)

Les prix des produits laitiers évoluent de manière contrastée selon les catégories et les régions. En Europe, le prix du beurre a enregistré une hausse significative, atteignant en octobre une progression de 46 % par rapport au début de l'année. À l'inverse, le beurre affiche une tendance baissière aux États-Unis et en Océanie. Les prix des fromages, en particulier du cheddar, sont globalement en hausse depuis le début de l'année, à l'exception du marché américain, où ils ont commencé à reculer en septembre, en raison d'une baisse de la compétitivité. Pour la poudre de lait écrémé, après un net repli au début de l'année, les prix ont entamé une reprise à partir d'août, montrant une tendance haussière sur les principaux marchés.

**Zeineb Cherif (CDA France)**

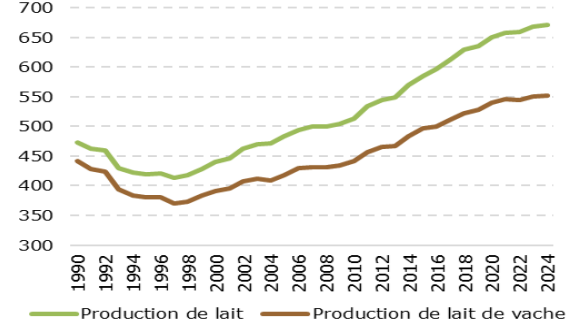
## Une production mondiale en constante progression

La production mondiale de lait, dominée par le lait de vache, montre une tendance à la diversification, avec une part croissante d'autres types de lait. En 1990, le lait de vache représentait 93 % de la production, contre 82 % en 2024. D'ici 2034, la production mondiale de lait devrait croître de 1,6% par an sur les 10 prochaines années. Ce rythme est plus rapide que celui des autres principaux produits agricoles\*.

**Zeineb Cherif (CDA France)**

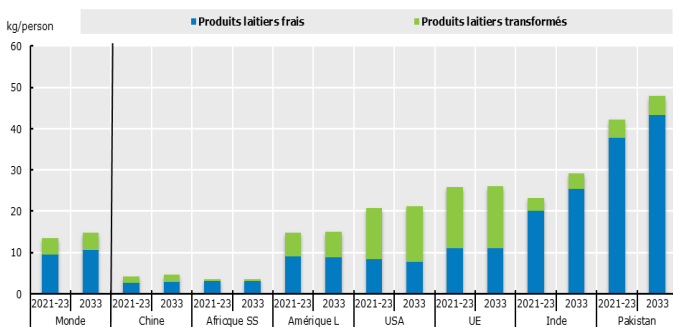
\*prévisions de juillet

En millions de tonnes



Source : USDA-Foreign Agricultural Service

## La consommation de lait évolue avec les revenus et les régions



Source: OCDE/FAO(2024)

La consommation de lait par habitant varie selon les pays, influencée par la hausse des revenus et les préférences régionales. À l'échelle mondiale, la consommation de produits laitiers frais devrait croître de 1 % par an sur la prochaine décennie, avec des hausses marquées en Inde et au Pakistan, atteignant 25 kg et 45 kg par habitant. Dans les pays à faible revenu ou intermédiaire inférieur, le lait est principalement consommé sous forme de produits frais. En Europe et en Amérique du Nord, la demande de produits laitiers frais par habitant est stable ou en déclin, tandis que la part des matières grasses, comme le lait entier et la crème, diminue.

**Zeineb Cherif (CDA France)**



## L'ère de la croissance arrive à sa fin

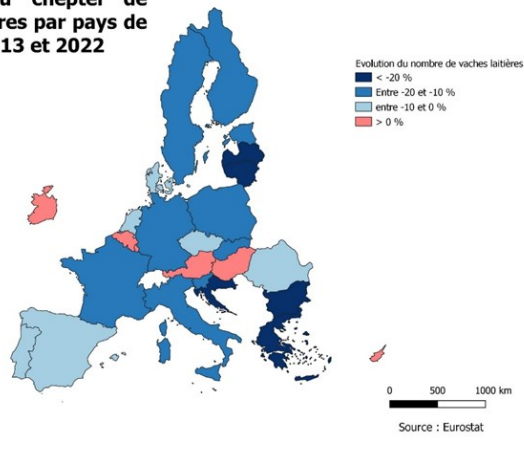
**La France est le 2e pays producteur de lait en Europe. Cependant, la production laitière française semble être en décrochage comparé aux autres grands pays producteurs du continent. Une étude comparative réalisée par la Chambre d'agriculture de Bretagne montre que la production laitière française souffre d'un manque de compétitivité, ce qui a freiné sa croissance. Cependant, les autres modèles de production montrent aussi leurs limites, particulièrement en raison des conséquences environnementales.**

La production laitière française est une filière majeure du pays, et la France est le deuxième pays européen en termes de collecte, derrière l'Allemagne. Cependant, entre 2017 et 2023 la collecte nationale a connu un déclin sans précédent. Sur cette période, la collecte française a en effet perdu plus d'un milliard de litres de lait, soit un recul de près de 5 %. Ce recul est directement lié à la décapitalisation du cheptel bovin laitier du pays. Sur la seule année 2023, le cheptel de vaches laitières a reculé de 1,6 %. Dans le même temps, sur cette dernière décennie, certains pays européens ont vu leurs volumes augmenter considérablement, en particulier l'Irlande et la Pologne. Est-ce le signe d'un déclin de la production laitière française en Europe ? La cause de ce phénomène est-elle un manque de compétitivité des exploitations laitières françaises ? Afin d'apporter des éléments de réponse, une étude réalisée par la Chambre d'Agriculture de Bretagne a comparé et analysé les évolutions des cheptels laitiers.

### L'Europe en croissance, la France stagne

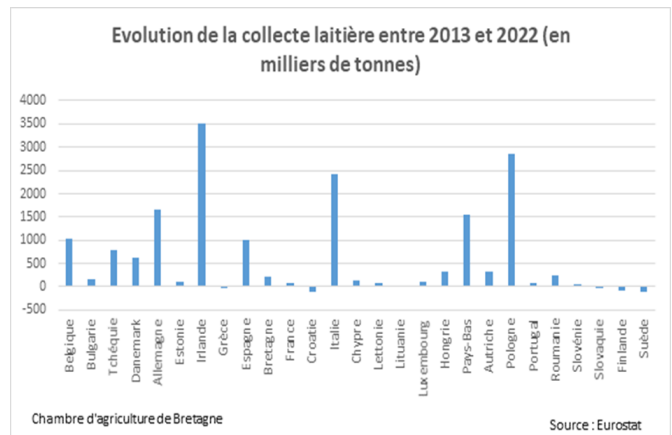
La France n'est pas le seul grand pays producteur laitier du continent européen à être touché par la décapitalisation du cheptel laitier. La plupart des pays sont ainsi concernés par un recul de leur cheptel laitier sur ces dix années, y compris des pays et des régions à forte densité laitière tels que les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie du nord. L'Irlande fait figure d'exception, avec une croissance du cheptel de vaches laitières de plus de 40 % sur ces dix dernières années.

**Evolution du cheptel de vaches laitières par pays de l'UE entre 2013 et 2022**



Pourtant, en termes de collecte, la France se démarque. Parmi les grands pays producteurs laitiers européens, seule la France n'a pas vu sa collecte augmenter significativement entre 2013 et 2022. Le pays a bien connu une croissance de productivité par vache laitière, mais qui a permis seulement de compenser la baisse de cheptel. Tous les autres grands producteurs laitiers européens (Allemagne, Pays-Bas, Italie,

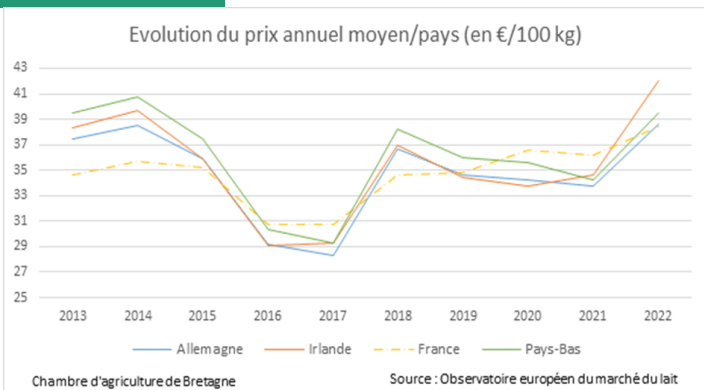
Irlande, Pologne) ont connu une hausse de leur collecte de plus d'1 milliard de litres sur cette même période. En valeur relative, le constat est le même. Avec seulement 0,8 % de croissance entre 2013 et 2022, la dynamique de la collecte française est bien morne comparée à celle de l'Irlande (+63 %), de la Pologne (+28,8 %), des Pays-Bas (+12,7 %) et même de l'Allemagne (+5,4 %).



### Le prix à l'origine de la stagnation française ?

La France se démarque aussi des grands pays producteurs européens du nord de l'Europe par un prix qui est beaucoup plus lissé. En période de crise (2016-17 et 2020-21), le prix français est supérieur à ceux des autres pays concurrents, tandis qu'en période de bonne tenue des marchés mondiaux, le prix français est en dessous du prix de ses voisins. Une valorisation moins tournée vers les commodités, ainsi que les différents mécanismes permettant de lisser le prix payé aux producteurs français ont leurs avantages. Cependant, en moyenne sur l'ensemble de la période, le prix payé aux producteurs laitiers français est de 35,6 €/100 kg, tandis qu'il est respectivement de 36,2 €/100 kg, 37,2 €/100 kg et 37,5 €/100 kg pour l'Allemagne, l'Irlande et les Pays-Bas. Même en élargissant la période jusqu'à juin 2024, le prix français moyen reste inférieur.

Le prix ne fait pas tout et doit être mis en regard des charges de production. Une étude réalisée par le *Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft* pour *European Milk Board* a comparé le coût de production du lait dans plusieurs pays européens. En 2019, le coût de production du lait est de 52,54 ct/kg en France, ce qui est l'un des plus élevés d'Europe. La moyenne européenne se situe à 45,35 ct/kg. L'Allemagne se situe à 47,44 ct/kg, les Pays-Bas à 44,54 ct/kg et l'Irlande à 34,21 ct/kg. Par ailleurs, la part des coûts non couverte par le prix est particulièrement élevée en France : elle est de 37 % alors que la moyenne européenne est à 24 %. En Irlande, cette part est de 7 %. Si des coûts plus élevés peuvent s'expliquer par une part plus importante d'une production AOP en France, nous voyons que les prix ne suivent pas, ce qui entraîne un manque d'attractivité de la filière française. Pourtant, elle est bien compétitive puisque les produits laitiers conservent la 3e place dans la hiérarchie des soldes excédentaires français en 2023.



## Une croissance européenne qui arrive à sa fin

Les perspectives d'évolution du cheptel laitier national, basées sur les prévisions de nombre d'installations et de cessations d'activités, sont négatives au moins jusqu'en 2030 d'après l'Idéle. Toutefois, cette situation ne concerne pas que la France.

### Les limites du modèle irlandais

L'Irlande a connu la plus forte progression européenne ces dix dernières années en jouant sur un système herbager peu coûteux et très rémunérateur pour les producteurs comparativement aux filières viandes historiques. Mais le pays voit son cheptel reculer depuis cet été. En juin 2024, le pays a perdu 22 500 vaches laitières en un an, soit un recul de 1,4 %. Derrière des causes conjoncturelles à ce déclin (chute des prix et mauvaises conditions climatiques en 2023) se cachent peut-être des facteurs beaucoup plus structurels. La dérogation Nitrates dont bénéficie l'Irlande est soumise à l'atteinte de résultats environnementaux. Or, en 2023, 47 % des rivières du pays n'avaient pas un niveau de qualité satisfaisant en raison d'un dépassement de seuil en nitrates. Ainsi, certaines régions ont vu leur seuil de pression d'azote organique baisser de 250 kg/ha à 220 kg/ha dès le 1er janvier 2024. Au total, 2 150 exploitations seraient concernées par cette mesure.

A la pression nitrate s'ajoute la pression carbone menaçant l'avenir de la filière. Afin d'atteindre les objectifs européens de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (-51 % d'ici 2030 ; nulles en 2050), un rapport transmis au gouvernement en 2023 estimait qu'il faudrait abattre 65 000 vaches par an pendant trois ans, soit une réduction totale du cheptel laitier de 20 %. Cependant, le gouvernement, ainsi que la filière, ciblent prioritairement le levier de l'alimentation animale et le développement d'espèces fixatrices d'azote dans les prairies pour réduire les émissions de GES de la filière. Toutefois, à terme, ces différentes évolutions de pratiques pourraient impacter la compétitivité de la production laitière irlandaise.

### La production hollandaise menacée

Les Pays-Bas font face à ces mêmes défis environnementaux. En 2022, la Commission européenne a instauré un plan de réduction des émissions d'azote organique, avec un objectif d'atteindre le seuil des 170 kg/ha à l'horizon 2025. Pour y parvenir, le gouvernement des Pays-Bas a établi un programme de rachat de fermes afin d'atteindre un objectif de réduction du cheptel laitier de 30 % d'ici 2030. Près de 3 milliards d'euros ont été mis sur la table par le gouvernement afin de compenser les agriculteurs volontaires pour la fermeture de sites d'élevages. En supplément, la Commission européenne a validé, le 19 août 2024, un régime d'état d'aide de 700 millions d'euros qui iront dans ce programme. Les fortes contestations de la profession agricole (le Mouvement agriculteur citoyen) n'ont pas permis d'enrayer cette dynamique. Ainsi, sur le 1er semestre 2024, le recul de la collecte est de 1,8 % par rapport au 1er semestre 2023, soit

la 2e baisse la plus importante parmi les grands producteurs européens. Comme pour l'Irlande, la mauvaise conjoncture sur les marchés en 2023 a eu un impact certain sur la collecte néerlandaise cette année. Cependant, pour les Pays-Bas la tendance à la baisse est plus ancienne : leur collecte a reculé de 4 % entre 2017 et 2022.

### L'exception polonaise

Parmi les grands producteurs laitiers, seule la Pologne dispose de tous les signaux au vert pour une croissance de sa production dans la décennie à venir. Son secteur laitier est encore en pleine restructuration, et cela depuis l'adhésion du pays à l'Union européenne en 2004. Cela se traduit par un agrandissement des principales coopératives par rachats. Par exemple, à l'été 2024, Mlekpovita, une des deux grandes coopératives Polonaises, a finalisé l'acquisition de la coopérative KaMOS. Les entreprises étrangères ne sont pas en reste. DMK, la principale coopérative laitière allemande, a annoncé avoir pour projet de racheter Mlekom Dairy, produisant de la poudre de lait. De même, Lactalis, à travers sa filiale Lactalis Polska, se développe dans le pays. L'entreprise possède cinq sites de production dans le pays, le dernier acquis en 2020 et faisant depuis l'objet d'un agrandissement pour un coût de 5 millions d'euros. Ce processus de concentration devrait se poursuivre dans les années à venir : selon la Chambre polonaise du lait, seulement 49,5 % des entreprises laitières ont généré un bénéfice en 2023. Cette restructuration du secteur, accompagnée de l'agrandissement des exploitations, permet à la fois d'accroître la collecte nationale et la productivité des vaches laitières, celle-ci ayant augmenté de 30 % en dix ans. Il existe encore des marges de manœuvre pour accroître la productivité, toujours inférieure de 10 % à la productivité moyenne des vaches laitières en France.

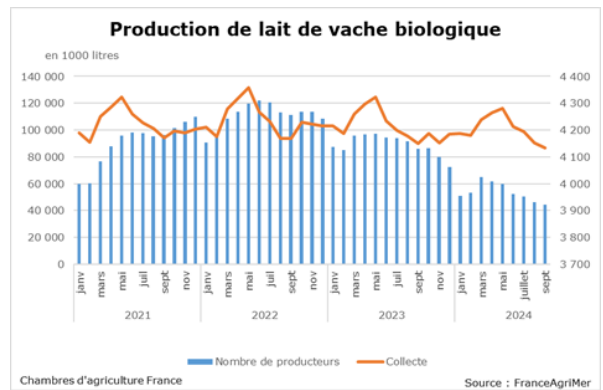
Plus généralement, d'après un rapport publié par le Parlement européen en 2024, la production européenne devrait voir sa croissance ralentir, voire pourrait se contracter dans les années à venir. Par ailleurs, les prévisions de la Rabobank estiment que la production cumulée des pays du nord (Belgique, Danemark, Pays-Bas, Allemagne – soit 40 % de la collecte européenne) devrait se replier de 13 à 20 % à l'horizon 2035. Selon l'ensemble de ces prévisions, la tendance actuelle française serait donc une tendance générale européenne pour la décennie à venir. Seule la Pologne semble aujourd'hui échapper à cette dynamique en attendant, peut-être, l'émergence de filières laitières compétitives dans d'autres pays d'Europe de l'Est.

**Olivier Carvin (CA Bretagne)**  
[olivier.carvin@bretagne.chambagri.fr](mailto:olivier.carvin@bretagne.chambagri.fr)

## Collecte : le repli de la collecte bio se poursuit

La baisse de la production de lait de vache bio est plus intense en 2024 qu'elle ne l'avait été en 2023. Les points de collecte de lait biologique ont reculé de 3% entre septembre 2022 et 2023, et de 5% entre septembre 2023 et 2024. Ainsi, le nombre de livreurs est passé sous la barre symbolique des 4000, c'est-à-dire un niveau proche du début 2021. Ainsi, le nombre d'arrêts d'activité bio a atteint 5% en 2022 et en 2023, une moitié des producteurs est retournée au conventionnel et une autre moitié a arrêté son activité agricole. Cela explique donc le repli important de la collecte : -4% en cumul annuel à date en septembre 2024.

Les régions du Sud et du Nord sont davantage touchées par le recul de la collecte, notamment l'Auvergne Rhône-Alpes et la Nouvelle Aquitaine (11,6% en cumul sur 7 mois pour les deux régions), lorsque le grand Ouest voit sa collecte se stabiliser (+0,9% en Normandie), voir même augmenter (+4,2% en Centre Val de Loire). Au total en France, la collecte pourrait atteindre 1 milliard de litres d'ici la fin de l'année, après avoir



approché les 1,3 milliards début 2022. Chez nos voisins européens la collecte diminue drastiquement au Danemark (-7,4% en cumul sur 7 mois), tandis qu'elle augmente de 4,3% en Autriche et de 2% en Allemagne, où la consommation repart.

**Magali Catteau (CDA France)**

## Prix stables

En juillet 2024, le prix du lait bio est stable par rapport à l'année précédente après avoir augmenté de 5% en juillet 2023. Ainsi, l'écart de prix entre le lait bio et conventionnel, est pour la première fois depuis la crise inflationniste, resté favorable au bio au printemps et s'est établi à 59€/1000L en juillet 2024. Avant la crise l'écart de prix moyen se situait aux alentours de 120€ pour 1000L. Cela s'explique notamment par l'augmentation importante du prix du lait conventionnel (+32% entre janvier 2021 et 2024) parallèlement à une très légère hausse pour le lait bio (+5%).

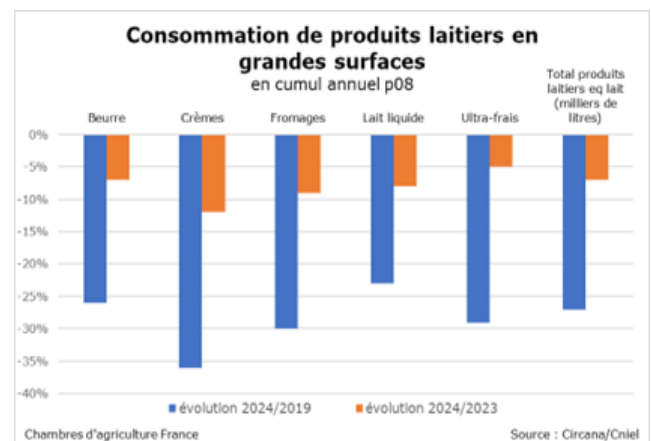
**Magali Catteau (CDA France)**



## Consommation : ralentissement du rythme de baisse des achats

Le rythme de baisse des achats de produits laitiers bio est moins conséquent en 2024 qu'il ne l'était en 2023. Les ventes n'ont reculé que de 7% en juillet 2024, après avoir reculé de 21% entre juillet 2019 et 2023 (graphique). Ce ralentissement de la baisse peut entre autres s'expliquer par le fait que la distribution généraliste – qui représente près de 75% des achats de produits laitiers – a ralenti les déréférencements opérés les années précédentes. Après avoir reculé de 11% en octobre 2023, l'offre de produits laitiers bio en grande surface n'a reculé plus que de 4% en octobre 2024. Néanmoins, au regard de la rationalisation de l'offre depuis 2021 les références de produits bio en grandes surfaces se font de plus en plus rares. Concernant les produits laitiers, l'offre a reculé de 34% pour les fromages en libre-service, et de 25% pour le beurre entre juillet 2021 et 2024. Toutefois, bien que les déréférencements aient pu accentuer la déconsommation bio, ils n'en n'ont pas été à l'origine. Le repli de la consommation bio est davantage corrélé à la hausse de l'inflation, et la fin de celle-ci laisse entrevoir un retour de la consommation. La bonne dynamique de la consommation de produits laitiers est observée sur le bio mais davantage sur le conventionnel, ce qui explique que le niveau de consommation des produits laitiers bio en grande distribution ait retrouvé, en 2023, un niveau équivalent à celui de 2017.

**Magali Catteau (CDA France)**





# ANNEXE—TABLEAU RÉGIONAL

	VOLUMES		PRIX			CHEPTEL	
	Livraisons de avril 2024 à oct 2024 (1000 l)	Part dans le total France (%)	Prix moyen de la campagne (moyenne avril 2024 à oct 2024 non pondérée) (€/1000l)	Prix du lait en oct 2024 (€/1000l)	Evo. du prix du lait oct 2023/oct 2024 (%)	Nombre de femelles de races laitières > 2 ans au 1er avril 2024	Evolution n / n-1 (%)
Auvergne-Rhône-Alpes	13 177 150	9,9	497,1	509,7	-1%	428 459	-0,5%
Bourgogne-Franche-Comté	9 207 350	6,9	567,6	576,7	1%	256 178	+0,9%
Bretagne	30 747 020	23,0	440,2	452,9	4%	678 576	-2,5%
Centre-Val De Loire	2 326 470	1,7	469,0	488,3	3%	52 927	-3,4%
Corse	0	0,0				141	+2,9%
Grand-Est	13 088 050	9,8	455,8	466,0	2%	308 293	-1,2%
Hauts-de-France	12 637 680	9,5	443,5	459,9	4%	294 995	-0,8%
Ile-de-France	180 470	0,1	473,5	476,0	0%	5 187	+0,0%
Normandie	22 630 950	17,0	446,9	460,6	7%	558 538	-1,8%
Nouvelle-Aquitaine	4 875 050	3,7	451,3	463,9	6%	134 749	-3,9%
Occitanie	3 190 700	2,4	450,2	464,1	4%	102 645	-2,6%
Pays-de-la-Loire	21 267 280	15,9	448,2	460,1	4%	488 030	-2,0%
Provence-Alpes-Cote d'Azur	89 580	0,1	446,6	455,6	2%	6 335	-0,8%
D.O.M.							
<b>FRANCE</b>	<b>133 417 750</b>					<b>3 315 053</b>	<b>-1,6%</b>

Sources : pour les volumes : DRAAF d'après l'enquête mensuelle laitière ; pour le cheptel : BDNI, alimentée par les EdE - traitement Institut de l'Elevage ; pour les prix : sondage mensuel FranceAgriMer [Prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32g de MP)]. NB: Les livraisons correspondent aux quantités livrées par les producteurs de la région, quelle que soit la localisation géographique de l'établissement de collecte. \*\* y compris Limousin pour les prix.

## Livraisons régionales

Les statistiques régionales et par bassin de l'Enquête Mensuelle Laitière sont désormais disponibles au format Excel sur le site de FranceAgriMer <http://www.franceagrimer.fr>, rubrique VisioNet, Séries chronologiques > productions animales > lait et produits laitiers > enquête mensuelle laitière > lait de vache

### Chambres d'agriculture France

9 avenue George V — 75 008 Paris  
Tél : 01 53 57 10 10  
Fax : 01 53 57 10 05  
E-mail : [accueil@apca.chambagri.fr](mailto:accueil@apca.chambagri.fr)  
Siret : 18007004700014

Directeur de la publication : Thierry Pouch

Mise en page : Odile Martin-Lefèvre

Ce travail est le résultat du chantier mutualisé "Lait" regroupant différents membres du réseau des Chambres d'Agriculture :

Olivier Carvin (CA Bretagne)  
Magali Catteau (CDA France)  
Zeineb Cherif (CDA France)  
Marine Raffray (CDA France)  
Thierry Pouch (CDA France)

[www.chambres-agriculture.fr](http://www.chambres-agriculture.fr)



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale développement agricole et rural CASDAR

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION  
Liberté Égalité Fraternité